

903

Commission du Règlement du Sénat

— 6 —

COMMISSION chargée de l'examen de la proposition de résolution de M. Charles CHAUMET et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le Règlement du Sénat et à faire nommer par les bureaux les membres des Commissions générales. (N° 705, année 1924.)

(Nommée le 19 décembre 1924.)

Complétée le mardi 29 janvier 1929

— 21 mars 1933

— Jeudi 23 janvier 1936

— Vendredi 10 Février 1939

1^{er} Bureau { René Coty
 { Gen^l Stuhl

2^e Bureau { Marcel Michel
 { Schrameck

3^e Bureau { Louis Gros
 { Hamelin

4^e Bureau { C^{te} d'Harcourt
 { Concorrens

5^e Bureau { Jean Philip
 { Pierre Robert

6^e Bureau { André J. M. Breton Secrétaire (1^{er}/3/39)
 { Léon Perrier

7^e Bureau { Fourment
 { Monsservin

8^e Bureau { Henry Berenger
 { Mounié (Secrétaire) Président (1^{er}/3/39)

9^e Bureau { Lantroy
 { Gen^l Hirschauer



Commission relative à la Com^{te} de Com^{te} St. Mary
Marsden -

Séance du 13 Août 1924

M. Gougeon élu président -

M. Marie Hamard Secrétaire -

Le Président donne lecture à la lettre 184 aux M. Senarum,
à l'Association pour la culture de l'Etat (Sno / Département
des 4 groupes) et décide par la Com^{te} -

M. Marie Hamard se livre à quelques observations sur la Com^{te} de
M. Senarum et de l'Association de candidats.

M. Gougeon se livre à l'analyse des groupes, les autres libéraux
et décide ensuite que si la Com^{te} a une question d'ordre intérieur aux groupes
et les autres, la Com^{te} n'a pas à se prononcer. Et décide que le
rapport sera par écrit.

M. Senarum en finit de l'Association et donne
le rapport.

Le Secrétaire en finit

de l'Association

Le Secrétaire

M. Marie Hamard

Séance du 3 Février 1925

La Commission saisie de la proposition de M. Gougeon et d'un
certain nombre de ses collègues, tendant à honorer au Comité et à la
Sno 4 bureaux, une Com^{te} de 18 membres chargée en 1925,
à l'examen de projets et de propositions de loi relatif à l'Algérie,
adopte cette proposition.

Elle adopte également une proposition de résolution de M. Lucien
Hubert et d'un certain nombre de ses collègues tendant à la Com^{te} de l'Algérie
à la Sno 4 bureaux d'une Commission de 17 membres chargée d'examiner
les projets et propositions de loi relatif aux départements libérés d'Algérie.
Elle adopte cette proposition.

M. Hamard en classe de rapport sur l'Algérie et M. Marie
rapport sur les légions libérées.

Le Président donne lecture d'une lettre de la Ligue & d'inf-
 & d'abord, émettant la vue que l'élection du Président de la
 République et du Sénat & la Chambre de députés se fassent au
 scrutin public.

La Commission décide que cette question relative à
 l'attributions, et est que la lettre sera versée aux archives de la
 Commission.

Le Président

Le Secrétaire

Chien

Henri Lemaire

Séance du 28 juin 1925.

La Commission, saisie de la proposition de
 M^r Ignazi, relative aux questions
 orales, désigne M^r Marraud pour
 l'étudier et demander l'avis du
 Gouvernement.

Le Président

Chien

Séance du 19 janvier 1926.

La Commission décide de proposer au Sénat
 la reconstitution en 1926 de la Commission des
 départements libérés. — M^r Lemaire en sera
 rapporteur. La Commission décide à porter le nom de
 Commission des départements libérés.

Le Président

Chien

Séance du 6 décembre 1927.

La Commission est saisie : 1^o d'une proposition de résolution
 de M. S. Moyse ; 2^o d'une proposition de résolution de
 M. René Perrot, tendant à modifier le règlement du
 Sénat pour activer les travaux. — L'assemblée.
 La Commission, à l'unanimité, prend en considération les
 deux propositions, et accepte en principe et désigne
 M^r Marraud comme rapporteur.

Chien

Henri Lemaire

Commission relative à la proposition de résolution
de M. Chaumet tendant à modifier le règlement
du Sénat.

Séance du Mardi 12 février 1929.

M. Mauger est élu Président. Il donne
lecture d'une lettre de M. Charles Chaumet qui
s'excuse de ne pouvoir présenter à la Commission
les motifs qui, à son sens, justifient sa
proposition.

La Commission décide de s'ajourner jusqu'au
moment où elle pourra entendre M. Chaumet.

Le Président

Mauger

Séance du 21 février 1929

M^r Mauger préside.

Sont présents: M. M. Miché, Mario Roustan, de Kerquézec,
Mounier, Schrameck, Chaumet, Michaud

Le Président donne connaissance d'un télégramme de M^r de
Lubersac, disant que ce dernier se rallie pour la composition de l'Ordre qu'il
demande, et se rallie à la façon de voir du Général Mirschauer.

Le Général Mirschauer, convoqué, expose le plan de sa proposition
pour la composition ~~de la~~ Commission de l'Ordre.

M. Roustan, Schrameck, Chaumet, de Kerquézec, Mounier, Reboul
Michaud et Miché présentent des observations.

La Commission décide de créer une Commission de l'Ordre, composée de
trente deux membres, nommée par les bureaux au scrutin de liste.

La liste sera composée par les Commissions ci-après qui désigneront
chacune quatre membres. Commissions de Finances, Armée, Marine,
Affaires étrangères, Administration Générale, Travaux Publics, Colonies,
Commerce et Poste, Hygiène.

Le Président

Mauger

Le Secrétaire:

Amille Reboul

4
Séance du 8 Février 1909

U^r Maugey, président. U^r Monnier, secrétaire
présent: Maugey, Benard, L. Kezner,
J^r de Hirschauer, ~~Edouard~~ ~~Reboul~~, Monnet
et Monnier. ~~Reboul~~, Borey.

Le J^r de Hirschauer, après lecture de
la question, après l'intervention de
notre collègue Benard à la dernière
séance du conseil.

Après l'explication complémentaire
de U^r Maugey, président Monnier de
Kezner combat la nomination
par le Bureau qui n'est et n'est
normale au Bureau; au contraire la
nomination par le conseil
attribuerait plus certainement au choix
des compétences désirables; il insiste
pour la nomination de la décision
préliminaire en attendant que les commissions
qui le demandent, l'attribution
d'un nombre de places égal, à celui
de neuf commissions déjà désignées
par l'attribution la liste.

Monnier Benard explique qu'il
s'agit d'ailleurs les questions de
intervention à la future et de choisir
qu'il est très juste que nos nos collègues qui
peuvent avoir des compétences pour faire partie
de la Commission de l'air puissent faire
des candidatures.

Monnier Cedolher, non partisan de
commission les membres, désireux

conviendrait dans quelle proportion les
communes pourraient se faire représenter,
arguant que sans certains communes
il y aurait moins de compétences quel
dans d'autres; il conclut donc à la
nomination par les bureaux.

Monsieur Maunet demande lui aussi la
nomination par les bureaux après
discussion on le finit.

M. Beranger
déclare qu'il
reste l'intérêt
de la nomination
par les groupes.

Il est décidé sur la proposition
de M. Maunet que 3 représentants
seront désignés par chacun des 13
groupes communaux (colonies comprises).
Le Président. Le Secrétaire.

Maunet

Maunet

Séance du 14 mai 1924

Monsieur Maunet président. Secrétaire: M. Maunet.
Présents: Schumacher, Castellan, Roustan,
Périer, Maunet, Reboul, Maunet.
Le Président lit le rapport

qu'il a rédigé conformément aux
décisions prises par les communes
au cours de sa séance du 9 mars.

Il ajoute que Monsieur Castellan a fait
remarquer que les représentants qui ne font
partie d'aucun groupe (20) ne pourront
pas être désignés par les communes de l'assi-
n la décision prise par le C. sur
réglement étant acceptée.

M. Moni Rousten fait observer que
 tous nos collègues s'il le veulent peuvent
 faire partie d'une commission ou non.
 après discussion à laquelle prennent
 part MM. Schmeckel, Doris, Rousten
 Dreyer, Reubert, il est décidé que
 le rapport de M. Dreyer sera rapporté par lui-même.
 La commission comprendra 36 membres
 présidents par les groupes et désignés
 au scrutin de liste par les groupes.
 M. Dreyer, M. Schmeckel et M. Doris votent contre.
 Le Président. La Section.

Rouger

Dreyer

Séance du 11/12/19

M. Mauger préside.
 Secrétaire: M. Dreyer.
 Secrétaire: ~~Reubert~~.

Présent: Robert Michel
 Secrétaire.
 Chaumet

Le Président expose l'objet de la
 proposition de résolution de M. Abel
 Lefèvre tendant à modifier l'article 57
 du règlement du Sénat en ce qui
 concerne le mode d'élection des membres
 du Bureau du Sénat.

Après un échange de vues entre les
 membres présents, la commission approuve
 la proposition de résolution et
 décide de renvoyer le rapport

ii Momin Senanayake

Le Président:

Mauger

Le Secrétaire:

Mauger

Seance du 27/12/29

Momin Mauger

président

Momin

secrétaire

Présent: Michael

Le Président soumet à la Commission 3 propositions de résolutions suivantes:

1^{re} Projet présenté par le général Mauger et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une commission de 18 membres chargée en 1930, d'examiner le projet et proposition de loi relatif à l'Alcool.
2^{re} Proposition de résolution présentée par Momin de l'Intérieur et le général Mauger tendant à la nomination d'une Commission spéciale chargée d'examiner en 1930 le projet et proposition de loi visant à l'abolition des miniers de l'Asie (n^o 722)

3^{re} Proposition de Résolution présentée par Michael de l'Intérieur et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission de 25 membres chargée en 1930, d'examiner le projet et proposition de loi relatif aux départements de l'Asie de l'Inde (n^o 724)

Momin Mauger est nommé rapporteur de ces propositions qui ne constitueront qu'un seul rapport.
Le Président: Mauger
Le Secrétaire: Mauger

Séance du 2 déc. 1930

Présidence de M^r Mauger

Secrétaire: Maurin remplacé provisoirement par Marcel Michel

Présents: Mauger, Maurin, Chaumet, Perrier, Hirschauer, Béranger, Reboul, Michaud et Marcel Michel

Le P^r donne communication de la proposition de résolution n^o 159 de M. M. Cayraud, Machet, etc tendant à décider que les commissions

1 des colonies

2 des mines

3 de l'air

entrent dans le cadre des grandes commissions prévues à l'art. 15 du Rég^t

Après discussion à laquelle prennent part M^{rs} Hirschauer, Chaumet, Béranger, Perrier, Michaud et Mauger la commission décide

de proposer au Sénat la modification de l'art. 15 du Rég^t en ce qui concerne ces 3 commissions.

D'autre part le P^r fait connaître que le projet de résolution Cayraud comporte la création d'une commission des Travaux, Bâtiments et Téléphone.

La Commission du Rég^t décide sur ce point qu'il y aura lieu d'entendre avant de prendre une décision définitive le P^r de la Commission du Commerce, l'un autre M. Perrier propos

d'introduire le P^r de la C^{on} de l'Algérie
pour examiner s'il ne conviendrait
pas de fusionner la com^{on} de l'Algérie avec
celle des colonies, protectorats et possessions.

Sur proposition de M. Mangin il est
également introduit que M^r Chouteau
P^r de la C^{on} de l'Hygiène, de l'assistance,
de l'enfance et de la prévoyance sociales sera
chargé au même temps que M^r le
P^r de la C^{on} des Commerce et de l'Industrie
pour examiner s'il n'y aurait pas
lieu de réunir le Travail, l'enfance et
la prévoyance sociales en une seule commission
ces questions ressortissant du Ministère du
Travail.

Mission est donnée au P^r de la
C^{on} de coordonner pour rendre
la dite C^{on} et d'inviter en outre
les P^r des commissions de l'Algérie, de
l'Inde, de l'Hygiène et du Commerce.

En ~~fin~~ la proposition Chouteau,
tant est saisie la C^{on}, reste entière
et sera l'objet d'une séance spéciale.

M. Fournier a été nommé rapporteur
de la Commission.

Le Président
Mangin

P^r le secrétaire
suppléant
M. Michet

Séance du 17 Décembre 1930

La Commission s'est réunie sous la présidence de M. Mauges. Elle a entendu les Présidents des commissions intéressées et devant les protestations unanimes apportées contre les modifications proposées, décider le maintien de l'état quo. M. Ferri désigne comme rapporteur et prie de rapporter dans ce sens la proposition de résolution n° 559.

- Le Président -

- Le Secrétaire -

Mauges

Ferri

Séance du 20 Janvier 1930.

La Commission s'est réunie sous la présidence de M. Mauges. Étaient présents MM. Roustan, Cavillon, Reboul, Paul Charles Herschauer.

MM. le Général Bourgeois Président de la Commission de l'air et M. le Général Mesnager Président de la Commission des colonies ayant demandé à être entendus existaient à la réunion. Ils ont exposé les raisons pour lesquelles au nom de leurs commissions ils demandaient à ce que le statu quo soit maintenu au moins pour cette année.

Ils ont suggéré que peut-être satisfaction pourrait être donnée si les membres des groupes pouvaient faire partie de 2 commissions au lieu de 2.

M. Roustan s'est rangé à cet avis. Il a même signalé que il y aurait intérêt à ^{favoriser} séparer un certain nombre de commissions - telle que la commerce et à créer une commission de travail, de P. S. C. et de la marine marchande.

M. Ferri a exposé que les observations faites au sein des groupes tenant surtout à ce que un certain nombre de membres de plaignaient de ne faire partie d'aucune commission - Il n'est peut-être possible

de donner satisfaction à cette requête si l'on voulait bien
tenir compte au sein des groupes qui travaillent sous la commission
des colonies nomina par les bureaux, les commissions d'état
et différents commissions pour au préalable l'objet d'une
designations des commissaires par les groupes ou directeurs de liste

M^r Reboul s'est rangé à cette avis en citant ce
qu'il faisait lui-même au sein d'un certain nombre
de commissions qu'il a énumérées.

Après discussion la commission a décidé le maintien
du statu quo pour cette année et l'étude en vue de
l'année prochaine des modifications que chacun
des membres croissant devra apporter à la designation
des commissaires et au règlement.

M. Peris a été chargé de rassembler les éléments
de cette étude et de la soumettre à la commission

L. Secretaire

[Signature]

L. Président

[Signature]

Le 28 Janvier 1921.

La commission s'est réunie sous la Présidence de
M. Mangier. Etaient présents M. M. Mangier, Bianger,
Reboul, Gae, Richaume, Pol-Cherrier, Mounier, B. Cavillat,
M. le Président expose que la commission est saisie
de 3 propositions de résolutions tendant:
1° la première à la nomination d'une commission relative
aux régions libérées
2° la deuxième à la nomination d'une commission
relative à l'Algérie,
3° la troisième à la nomination d'une commission

de l'air -

La commission estime qu'il y a lieu d'accueillir favorablement les trois propositions de résolution ci-dessus indiquées et charge M. Manger de bien vouloir rapporter d'urgence ces trois projets à la prochaine séance du Sénat.

Le Président

Manger

Le Secrétaire

Émile Cavillon

Séance du 17 Décembre 1931

La Commission, saisie de 3 propositions de résolution

- 1- La première, émanant de M. le Général Bourgeois et de Dubersac, tendant à la nomination d'une Commission annuelle de 36 membres, désignés au scrutin de liste dans les bureaux, à l'effet d'examiner les projets et propositions de loi ressortissant au Ministère de l'Air (n° 8(1))
- 2- La seconde, tendant à la nomination d'une Commission annuelle de 18 membres à l'effet d'examiner les projets et propositions de loi concernant l'Algérie, et émanant de M. le Général Bourgeois et M. M. Jervé et Maurice Ordinaire (n° 8(2))
- 3- La troisième, émanant de M. Vignal et d'un certain nombre de ses collègues et tendant à la nomination d'une Commission de 27 membres chargée en 1932, d'examiner les projets et propositions de loi, relatifs aux départements libérés de l'invasion (n° 8(1))

Considérant qu'il convient de renouveler, sous la forme demandée par les auteurs de propositions de résolution, la Commission dont il s'agit,

Adopte les différents projets, et charge M. Manger de les déposer sur le bureau du Sénat

Le Président

Manger

Le Secrétaire

Émile Cavillon

Séance du 20 janvier 1933

La commission a eu suite dans ses propositions de résolution de l'homme Lugal et plusieurs autres. Les collègues tendent à la nomination d'une commission de 27 membres chargée, en 1933, d'examiner les projets et propositions de lois relatifs aux départements libérés de l'Alsace.

Considérant qu'il convient de renouveler, sous la forme censurée par le conseil, la dite proposition de résolution, la Commission adopte la dite proposition et charge l'homme d'office de la déposer sur le Bureau du conseil.

Le Président

Le Secrétaire

Cy. V. Enancey

Approuvé

Séance du 9 mars 1933

La séance est ouverte sous la présidence de M. Auguste Moussier. M. Jean Durand veut exposer ses vues, surtout, il a déposé une proposition de résolution tendant à la création au Sénat d'une Commission des Économies, composée de 18 membres désignés par le Bureau.

M. Marie Roustan est nommé rapporteur à l'unanimité.

M. Pol Chervais demande pourquoi la Commission des Économies a été saisie de cette question.

M. Jean Durand répond qu'il s'agit d'une obligation d'ordre intérieur et que le Président du Sénat a lui-même prononcé le pouvoir devant la Commission des Économies. "Majesté dixit".

M. Moussier constate l'accord entre les membres de la Commission pour l'adoption de la proposition de résolution de l'homme.

Jeune du 23 nov. 1933

La Jeune est ouverte sous la Présidence de
M. Manger.

Il donne la parole à M. Hayant qui a été
précédemment désigné comme rapporteur. ^{et}
généralistes à la proposition de résolution tendant
à transformer la Comon des Comptes définitifs
en Comon annuelle, présentée par M. M.
Henry Chéron, Manger, Gaudaire, Feste et Henry.
Celui-ci donne connaissance à la
Comon du rapport qu'il a préparé.

Ce rapport et les conclusions qu'il comporte,
après une discussion à laquelle prennent part
M. M. ^{marcel} Michel, Edm. Cavillat, Mario Roustan
et Manger, ^{tout} approuvés ~~unanimement~~ à l'unanimité.
La Comon charge en outre, son Président de
s'entendre avec M. le Prés de la Comon de
finances pour porter la question à la tribune
afin d'obtenir du gouvernement que les
comptes des exercices antérieurs soient présentés
dans un délai ~~qui paraît~~ ^{efficacement} suffisant pour
en permettre la vérification.

M. Marcel Michel est désigné comme rapporteur
de la proposition de Résolution, n° 602, déposée
par M. Marnie ordinaire.

M. Mario Roustan est désigné comme rapp.
de la proposition de Résolution, n° 554,
déposée par M. Marnie violette.

M. Edm. Cavillat est désigné comme
rapp. de la proposition de Résolution n° 559
déposée par M. M. Cognard, marquis, etc.

Le Président

Edm. Cavillat

Le secrétaire
Edm. Cavillat

Séance du 22 X^e 1933

La séance est ouverte sous la Présidence de M. Manges.
qui donne la parole à M^r. Michel Manuel rapporteur de
la proposition de résolution n^o. 600 déposée le 21 Novembre.
par M. Maurice Ordinaire.

Le rapporteur expose les grandes lignes de son rapport.
Après discussions à laquelle ont pris part M^r. H. Fournier et
H. Fournier, Marcel Michel, et Manges, il est décidé
d'entendre à une prochaine séance M^r. Ordinaire auteur
de la proposition avant d'autoriser le rapporteur à déposer son rapport.
Cette séance aura lieu dès la rentrée.

Le Secrétaire

Le Président
Manges. H.

M. Michel

Séance du 17 Février 1934.

La séance est ouverte. Sous la Présidence de M. Manges.
au cours de laquelle il a été décidé que la prochaine séance M. Ordinaire et
ses collègues et assistés de réunions.

Le Président expose les conditions dans lesquelles se présente
le projet de résolution de M. Ordinaire.

M^r. Fournier, Riboud, et Fournier au cours de la rapporteur
indiquent les difficultés que pourrait soulever le projet si il avait
pour effet d'éliminer de plano les membres de petits groupes de
bénéfice des restes en ce qui concerne l'attribution faite en raison
de quotient.

M. Ordinaire est appelé à exposer et à développer son
projet. Il indique les raisons et le mobile qui l'ont fait déposer son projet.
Une nouvelle discussion s'engage à laquelle prend part M. Fournier
et Michel - et à la suite de laquelle M. Ordinaire se retireant
l'avant qui paraît présider aux débats de la commission, il est
décidé que la question ne pouvant venir utilement devant la
séance pour la nomination des commissions doit le renouvellement

à lieu en l'avenir - Le Président le rapportera à M. Ordinaire
cherchant ses termes d'attente pour présenter une proposition
à l'une des prochaines réunions. Ce terme d'attente pourrait
être établi sur la base de l'appareusement ou de la diffusion au plus tôt resté
Le Président Le Secrétaire

Mauger H.

Séance du 6 Février 1934

La séance est ouverte sous la présidence de M. Mauger.
Le Président fait connaître qu'il a réuni la Commission
en vue d'examiner la proposition de résolution déposée
à la séance du 23 Décembre 1933, par M. Eugol et plusieurs
de ses collègues (no. 703) en vue du renouvellement de la
Commission de 27 membres chargée en 1933 d'examiner
les projets et propositions de lois relatifs aux départements
libérés de l'invasion.

Les pouvoirs de cette Commission sont expirés depuis
le 31 Décembre 1933, et ne peuvent être renouvelés que
si le Sénat en décide ainsi.

M. Sol. Chevalier signale qu'il y aurait intérêt à traiter
pour certaines régions industrielles, et ce que cette année encore
le Sénat vote le renouvellement de la dite Commission.

M. Moussis est nommé rapporteur.

La séance est levée.

Le Secrétaire
Mauger H.

Le Président
Mauger H.

Séance du 20 février 1936

La séance est ouverte sous la présidence de M. Mauge :

Sont présents : Mauge, Mario Roustan, Henry Borenger, René Robert, Schramm, Piren, de Kervizger, Carsthor, Dreyer et d'autres.

^{Henry Borenger a été élu président de la commission de la réforme}
M. Roustan propose que M. Mauge et M. Dreyer examinent le règlement et s'efforcent d'y faire avant que la C^m confirme à l'unanimité la proposition, ce qui pourrait entraîner un voyage à Versailles.

M. Piren vient ensuite à la tribune d'une commission pour étudier la réforme de l'Etat, il est aussi contre la proposition de Roustan et conclut en disant qu'il faut faire la chambre, quelle que soit la commission.

Roustan vient en sa proposition étant donné qu'il ne s'agit que de points de détail à modifier.

Henry Borenger fait remarquer que la question soulevée par M. Roustan est celle de la C^m de règlement ; il ajoute que comme il l'a fait dire à la tribune, la question est posée, il ne faudrait pas se borner à la phrase de conservation (et l'histoire nous le prouve) et craindre que le pays ne soit pas satisfait, or la C^m s'oppose même à la constitution d'une Commission d'étude pour la réforme de l'Etat et qu'il est certain qu'il ne serait pas bon de modifier que la C^m, mais cette dernière a le droit de se défendre. La conservation.

M. Robert se range à l'avis de M. Henry Borenger et signale que la chambre a décidé que son conseil de la C^m, le Président de la République pour la formation de la dissolution.

Léon Sériès reprenant la parole, déclare que
 le argument de ses collègues ne l'ont pas convaincu
 et maint la rivalité entre les Commissions de la
 Chambre et celle du Sénat. continuant à
 l'avis de M. Robert, il est d'avis de ne pas
 renvoyer une telle Commission, la Chambre en
 ayant déjà créée une et dit que c'est une
 réforme de maison qui doit être faite.

M. Carlier se range à l'avis de M. Boisson et
 croit que c'est une question de psychologie
 plutôt que de Commissions. M. J. Dornay
 Président du Conseil a évoqué l'ingénieur Virguez
 la Commission de l'avis; il conclut que la
 Chambre a posé une question trop grande
 au point de vue initiative de dépenses; il
 insiste également sur le danger de la dissolution
 sans consulter le Sénat.

Léon Sériès fait remarquer que le Sénat ne fait
 à renvoyer de Commission, pour la proposition
 qui ne sont pas déposés au Sénat du Sénat
 et que ce serait entrer dans une voie dangereuse
 et demande qu'on attende le dépôt de
 proposition relatives.

M. Henry Boisson fait remarquer que Sériès, vise
 surtout la méthode à employer, pour attendre un
 fond la même résultat et ajoute que Saint-Hilaire et
 Robespierre faisaient peut-être journalièrement
 réforme de l'Etat; il conclut qu'il serait
 dangereux, surtout la Chambre voulant faire la
 réforme du Sénat. de laisser déposer pour le
 moment le projet d'une note adressée au Sénat
 à souffrir, le problème étant posé, que pour
 la solution on verra et que d'ailleurs nos
 collègues ont déjà proposé la proposition de ^{révision} ~~la~~ ^{de} ~~la~~
~~une~~ ~~d'ailleurs~~ surtout la révision de notre Commission.

de plus, cette création donnera à réfléchir et au
Gouvernement et à la chambre.

Roustan déclare que le Paris de Boissy, mais
doit être ^{également} que ce ne sera que son ^{projet}
parlementaire que la Commission pourra discuter.

L'in D'Ors prétend que nous nous préoccupons trop,
que le Sénat n'a pas été saisi et que d'ailleurs la
question n'a même pas été venue devant la Commission
le règlement et qu'il faut laisser au Sénat
lorsque la proposition sera déposée, le soir de
voter la constitution d'une commission spéciale.

Pierre Robert revenant sur la question de
circulation, insiste pour qu'on aille vite et
qu'on n'attende pas la conclusion de la chambre
que nous devons en contraire tout modifier.

Puis propose enfin que le C^m soit désigné
lorsque le projet de loi sera suivi d'une proposition
ferme.

M^r ~~Alphonse~~ ^{Alphonse} fait remarquer que le
C^m se trouve devant 2 propositions:
celle de M^r ~~Boissy~~ ^{Boissy} et ~~de sa commission~~
demandant la renvoi du vote après le
dépôt devant le Sénat. Et celle de M^r
Henry Meunier et sa commission demandant la
renvoi de la Commission sans débat
^{la proposition de passer au vote.}

La proposition Boissy, ne recueille pas sa voix,
l'unanimité de cette assemblée et par
M^r Boissy qui est désigné comme
rapporteur; le même soir adoptant le
principe de la proposition.

Le C^m donne mandat à son rapporteur de
s'opposer à l'urgence.

La prochaine réunion de la Commission aura lieu
prochainement à 2 heures 1/2

Le Président
Bauger

Le Secrétaire
M^r ~~Boissy~~

Séance du 27 février 1934

Étaient présents :
Mauger, Jaurès,
M. L. M. P. P.,
Fournier, Carillon,
M. L. M. P. P.

M. Mauger président rappelle le but de la réunion et donne la parole à M. Herry Berenger rapporteur de la proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission à l'effet d'étudier la réforme de l'État.

Celui-ci donne lecture d'un bref et de ses documents rapport sur lequel il résume la discussion de la précédente séance et après avoir rappelé les divers phases de celle-ci conclut à l'adoption définitive des conclusions des participants, c'est-à-dire à l'adoption de la nomination d'une Commission.

Lein Boies fait remarquer que le rapporteur n'a pas vu le mouvement de l'opinion publique tant pour la révision de la Constitution que pour la réforme de l'État et de plus que c'est surtout la possibilité parlementaire qui devrait être modifiée; il estime de plus que le Sénat ne devrait examiner la proposition venant de l'Assemblée ou de la Chambre des Députés.

Le rapporteur and hommage à Lein Boies et lui fait remarquer que le Sénat est obligé de se saisir d'une réforme de loi organique au même titre que la chambre et ajoute que sans revision d'une position de conseil on attendrait d'être admis de recevoir la proposition de la chambre; il ajoute que le manifeste d'urgence ne se produisent tous les jours indiquant que l'opinion est tout de même élevée et rappelle ce qui s'est passé au cours de notre histoire; il conclut que la discussion grave est mieux de chance d'être prise; si le Sénat lui-même se refuse à l'adoption.

Schrammell aurait mieux aimé que la proposition ne
nait pas déposée, mais puisque c'est un fait, nous ne
pouvons que l'examiner.

Le Dr Senier prétend que si on ne fait rien, ~~mais~~
qu'il craint, nous ne subissons de grands reproches.

D'après Schrammell, c'est la crainte du gouvernement
qui est la cause que la réforme de l'état a été soulevée
par des gens dangereux et par la chambre elle-même.
Monsieur Henry Beron est autorisé à déposer son rapport et
recueillir les propositions & les observations de ses collègues.

Le Président:

Le Secrétaire:

Bauger

Amour

Séance du 24 Juin 1928

Présent: Monsieur Bauger Président et
Monsieur Secrétaire.

Vu le nombre restreint d'assistants le conseil
n'a pu avoir lieu et a été renvoyé à une
date ultérieure.

Le Président:

Le Secrétaire:

Bauger

Amour

Séance du 29 Novembre 1933

Présent. Présent:

Membre: Meyer, Président

Membre secrétaire

Harnolin, Marcel Michel, Robert et Mme Robert

Sauvage: Léon Bernier

Le Président donne lecture de deux propositions de résolution déposées par M. Martin-Bismuth (n° 123) et M. Bernier n° 602 du 21/11/33 tendant à modifier l'article 14 du règlement de l'Institut.

M. Meyer donne également lecture d'une proposition de résolution de M. Chausson n° 119 du 2 Avril 1933 tendant à modifier l'article du règlement en ce qui concerne la procédure de discussion immédiate.

Sur proposition de ses collègues, le Président consent à se charger de rapporter les deux propositions. Les deux premiers ayant le même caractère ne devant avoir lieu qu'un seul rapport et étant bien entendu que la proposition de M. Martin-Bismuth sera seule retenue.

Quant à la proposition de M. Chausson la Commission en accepte le principe.

La plupart des membres de la Commission s'étant retirés, l'Assemblée des autres propositions est renvoyée à une date ultérieure.

Le Président:

Meyer

Le Secrétaire:

Meyer

Séance du 10 Novembre 1936

Etaient présents :

M. Maxime Manger, Président.

M. Bergeon, Louis Gros, Mounié.

Excusés : M. ~~H. Manger~~, Stahl.

Le procès-verbal de la séance du 29 Novembre 1936 est adopté.
Le Président donne connaissance du projet de résolution N° 847 déposé le 6 Novembre 1936 par M. Israël, Henri Roy, Albert Laroche, Antoine Bonel et Meireaux sur le Bureau du Sénat tendant à la nomination d'une Commission de 18 Membres, chargée de procéder à l'étude et à l'examen des modifications à apporter à la législation de la presse.

Après échange de vues entre les Membres présents à l'unanimité la proposition est acceptée et M. Manger, Président a été chargé de présenter un rapport favorable à la nomination de cette Commission. Il a été décidé que la Commission serait composée de 18 Membres et nommés par les Bureaux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17^h 30.
Le Président : Le Secrétaire

Manger. H.

L. Gros

Séance du 1^{er} mars 1939

Etaient présents : M. d'Harcourt, Stahl, Mounié, Breton
Excusés : M. Lauray, Huschauer, Robert, Roy

Ont été élus : M. Mounié, Président, en remplacement de M. H. Manger, non réélu,
et M. Ady / L. Breton, secrétaire en remplacement de M. Mounié élu Président.

Le Président donne connaissance d'une lettre de M. Hirschauer faisant connaître qu'il estime nécessaire de mettre la Commission de l'Air au rang des grandes commissions.

Le Président donne connaissance de la proposition de M. Beaumont n° 69.

M. M. Roustan président de la Commission des Colonies et Bajet, président de la Commission des Mines, figurent parmi les signataires de la proposition.

La Commission des Colonies, de l'Air, des Mines, et des Comptes définitifs seront portés au nombre des grandes Commissions. En outre on permettra aux membres de faire partie de trois grandes Commissions.

Les deux propositions ont été adoptées après examen sur réserve de l'accord de M. Milliez Lacroix pour la Commission des Comptes définitifs. Après lecture le Procès Verbal adopté.

Le Secrétaire

André Bréon

Le Président

M. Roustan

Séance du Mercredi 8 mars 1939

La Séance est ouverte à 14 h 15

Sont présents: M. Mounié, Président; mm. Hamelin, Coty, Mousserin, Louis Gros, le Général Stuhl, le Comte d'Harcourt, Sauvray, Coucoureux.

Excusé M. André J. L. Bréon.

M. le Président fait connaître que, depuis la dernière réunion, M. Mario Roustan, auteur d'une proposition de résolution plus ancienne que celle de M. Beaumont, et concernant seulement la transformation de la Commission des Colonies, lui avait manifesté le désir de voir sa proposition rapportée avant celle de M. Beaumont et qu'en cas de difficulté, il demanderait à être entendu par la Commission.

M. le Président fait remarquer que la proposition de

M. Beaumont, adoptée par la Commission, donne entière satisfaction au désir exprimé par M. Mario Roustan.

M. Hamelin fait observer que, dans ces conditions, le rapport peut être collectif aux deux propositions.

M. le Président, après avoir signalé que les autres Présidents des Commissions annuelles sont signataires de la proposition de M. Beaumont et que M. Milliès-Lacroix, en particulier s'est déclaré d'accord, propose à la Commission d'entendre la lecture du rapport de M. André Breton, ce rapport ne devant toutefois être déposé qu'après accord ou audition de M. Mario Roustan.

Après observations de M. le général Stuhl et de M. Coty sur les attributions des Commissions de l'Air, du Commerce et de l'Algérie, lecture est donnée du rapport collectif de M. André Breton, qui est adopté et dont les conclusions sont les suivantes:

1° Ne seront plus nommées par les Bureaux que la Commission de Comptabilité et celle des Pétitions, dont les attributions sont strictement intérieures à l'Assemblée - et, éventuellement des Commissions spéciales à pouvoirs limités, dont l'objet particulier ne rentrerait pas dans les attributions des Commissions générales.

2° Toutes les autres Commissions annuelles existantes deviendront des Commissions générales de 36 membres - sauf la Commission des Comptes définitifs qui restera composée de 18 membres - et seront nommées suivant la procédure prévue par l'article 19.

3° La nomination au scrutin de liste par les Bureaux sera supprimée.

4° Chaque Sénateur pourra dorénavant faire partie de trois Commissions générales.

La séance est levée à 14 heures 50.

Le Président,



Séance du Vendredi 24 novembre 1939

Présidence de M. Mornu

Présents M. M. Hamelin, Breton, Lauray, Pierre Robert
Hirschauer, Stuhl. M. le Secrétaire Général de la Présidence assiste à la séance.
Excusés M. M. Philip, Coty, Fournier, Henry Baugue
Schrameck, Leun Pénier.

La séance est ouverte à 16 heures.

M. Mornu Président fait connaître qu'il a réuni la Commission en vertu de la loi du 11 Juillet 1938 qui réglant la situation des parlementaires en temps de guerre dit en son article 33 par. 3

" Il appartient à chacune des deux Chambres de déterminer par son règlement les conditions d'exercice du mandat des parlementaires mobilisés "

Nous n'aurions pas eu dit M. Mornu à vous préoccupés de cette question si la loi de 1938 était restée sans modification. Cette loi en effet prescrivait que seuls les parlementaires appartenant à la disponibilité et à la première réserve pouvaient être mobilisés. Les Sénateurs ayant tous plus de quarante ans appartenaient à la deuxième réserve et restaient en fonction.

Mais un décret lui en date du 1^{er} septembre 1939 s'inspire ainsi : " Les parlementaires soumis ou non à des obligations militaires qui n'appartiennent ni à la ~~disponibilité~~ disponibilité ni à la première réserve pourront demander à être mobilisés ou à contracter un engagement dans une unité combattante ou dans un service de la zone de l'avant sans être tenus de donner leur démission de député ou de Sénateur "

Ils seront dans ce cas soumis au même régime que les parlementaires appartenant à la disponibilité

ou à la première réserve."

Quel est ce régime ? Le par 2 de la loi du 11 juillet 1938 l'indique :

"Lorsqu'ils, les parlementaires appartenant à la disponibilité ou à la première réserve sont en tout état de cause astreints à suivre intégralement les obligations de leur classe de mobilisation."

La loi est formelle en ses termes et les travaux préparatoires le montrent bien. "Le député baladeur de la guerre de 1914-1918 a vécu définitivement. Nul ne sera à la fois parlementaire et mobilisé. Chacun sera soit parlementaire soit mobilisé."

Mais les parlementaires ont reçu de leur électeur un mandat et il serait étrange qu'un grand nombre de parlementaires ne pussent dans un vote faire connaître l'opinion de leurs mandants.

Il fallait donc organiser un système qui permit aux parlementaires de voter par procuration pendant leur mobilisation. C'est ce que visait sans doute le par 3 de l'art 33 de la loi du 11 juillet 1938 disant "qu'un règlement de chaque chambre déterminerait les conditions d'exercice du mandat des parlementaires mobilisés."

Pour nous je le répète la question a peu d'importance, quatre sénateurs seulement ont demandé à bénéficier de la loi du 1^{er} sept 1939 et ces quatre sénateurs ont d'eux mêmes réglé leur situation deux ont délégué leur droit de vote à un collègue, deux se sont fait mettre en arge.

Il n'en est pas de même pour la Chambre des députés qui a 120 membres mobilisés. M. le Secrétaire Général de la Présidence voudra bien nous donner les renseignements qu'il possède sur les projets de la Chambre.

M. de Kapourmery Secrétaire Général de la Présidence

Tout d'abord M. le Président m'a prie, comme il

on a reçu mission de faire connaître à la C^{mon} le sentiment du Bureau sur l'interprétation de la loi du 11 juillet 1938

(Lecture est donnée ~~de~~ d'un extrait des procès-verbaux de la réunion du Bureau ~~du~~ jeudi 9 novembre 1939)

De cet extrait il résulte que le Bureau estime que seule la C^{mon} du Règlement est apte à présenter au Sénat un texte qui règle l'exercice du mandat des Sénateurs. Néanmoins le Bureau croit devoir faire connaître à la C^{mon} son interprétation de la loi de 1938 à savoir que nul ne pourra être à la fois parlementaire et mobilisé et que les parlementaires mobilisés ne pourront prendre part ~~si ce n'est~~ par leur vote aux assemblées générales ou aux travaux des C^{mon}.

M. le Secrétaire Général fait connaître que la C^{mon} du Règlement de la Chambre s'est réunie à deux reprises. Après avoir adopté un premier texte elle est revenue sur sa décision et a adopté un nouveau texte que M. le Président de la Chambre a communiqué à M. le Président du Sénat.

Ce texte est ainsi conçu.

"Les députés mobilisés prennent part aux travaux de la Chambre pendant la durée des sessions ordinaires et extraordinaires.

"Le Président de la Chambre avisera le Ministre de la Défense nationale qui fera donner les autorisations nécessaires à l'exécution du par. précédent.

"Ils prennent également part aux réunions de l'Assemblée nationale.

"Pendant la durée de la mobilisation les groupes désigneront des suppléants aux députés mobilisés dans les diverses Commissions dont ces députés font partie. Cette suppléance prendra fin avec la démobilisation des membres titulaires.

- " Les dispositions de l'article 128 relatives aux demandes de congé sont applicables aux députés mobilisés. La délégation du droit de vote est alors suspendue pour la durée du congé.
- " L'application de l'art 76 du règlement relatif aux scrutins publics à la tribune est suspendue pendant la guerre.

Dès que M. le Président Herriot a été en possession de ce texte il a demandé à M. le Président du Sénat en rendez-vous pour le consulter sur la légalité de ce texte.

Deux réunions ont eu lieu. Les deux Présidents des deux Assemblées ont été d'accord pour reconnaître que ce texte modifiait la loi du 11 juillet 1938 et qu'une loi ne pouvait être modifiée par une disposition réglementaire. Mais que pour donner satisfaction au sentiment exprimé par la C^m du Règlement de la Chambre une nouvelle loi était nécessaire.

A l'issue de ces réunions M. le Président Herriot a écrit à M. le Président du Conseil une lettre dans laquelle, lui communiquant le texte adopté par la C^m du règlement de la Chambre, il ajouta :

" J'ai eu l'honneur de consulter et à moi-même, que certaines dispositions de ce texte étant en opposition avec le par 2 de l'art 33 de la loi précitée, ne sauraient être validées par une résolution réglementaire et devraient faire l'objet d'une loi.

" Je ai dû vous en informer à toutes fins utiles."

Cette lettre a été envoyée le 23 novembre 1939.

M. Mounier Président. M. le Secrétaire Général vient de vous faire connaître l'état de la question à ce jour. Devant nous prendre une décision dès aujourd'hui ou attendre que la Chambre et peut-être le Gouverne

ment se soient prononcés.

M. le Général Hirschauer approuve la position prise par le Bureau du Sénat et les Présidents des deux Assemblées. La loi de 1938 est formelle elle a voulu éviter les voyages incessants des parlementaires des années au Parlement et du Parlement aux années comme cela avait lieu pendant la guerre de 1914-18. Les voyages présentait le plus grand inconvénient et pour la discipline et pour le moral soit de l'armée soit de l'intérieur. Néanmoins et comme le disait tout à l'heure M. Mounié les parlementaires ont reçu un mandat, il faut qu'ils puissent voter, ils ne peuvent le faire que par délégation et c'est cette délégation qu'il faut organiser.

M. le Général Stiehl appuie les observations de M. le Général Hirschauer. En 1914-18 il a vu les inconvénients de la situation hybride faite aux parlementaires. Le mobilisme aux années ne voit qu'une faible partie des actions ou des travaux de l'armée, ses renseignements sont fragmentaires et souvent erronés. Si les députés au Parlement il peut créer une émotion injustifiée. La loi de 1938 est excellente. Il faut souhaiter qu'en n'y touche pas surtout par voie détournée.

M. J. R. Berton reconnaît qu'en l'état des textes la résolution de la Commission de la Chambre va à l'encontre de la loi. Mais il comprend qu'une assemblée série ne pas être amputée de 130 de ses membres. Dans ces conditions il estime que la Commission ne peut prendre aujourd'hui de décision. M. Mounié pourrait s'entretenir avec le Président de la Commission de la Chambre, lui faire connaître notre sentiment et attendre la position que prendra le Gouvernement à la suite de la lettre de M. le Président de la Chambre. Pour le Sénat rien ne presse puisqu'il

il y a que quatre Sénateurs mobilisés.

M. Moumou P^r. Nous sommes convaincus je crois à reconnaître que le texte de la C^m de la Chambre est contraire aux dispositions de la loi de 1938 et qu'une mesure réglementaire ne peut modifier une loi. Mais d'après les renseignements qui nous ont été donnés par M. le Secrétaire Général il est certain que des conversations sont engagées. Il nous faut un semblable - il en attendra l'issue.

Dans ces conditions voici ce que je vous propose

- 1^o Je ferai connaître au Président de la C^m de la Chambre notre sentiment
- 2^o Nous ajournerons notre décision jusqu'au moment où la Chambre elle-même aura pris position définitive
- 3^o Nous désignerons l'un de nos collègues pour suivre l'affaire. M. le Secrétaire Général voudra bien lui communiquer tous renseignements utiles

Ces propositions sont adoptées

M. J. L. Breton écrit pour mission de suivre l'affaire
La séance est levée à 17 heures

Le Président

J. Moumou

Séance du Mercredi 13 Décembre 1939

Présents - MM. Mourin, Président

Louis Gros
Jean Philipp
Chère / L. Bonatin

Faurvent

Lauvray

Schrammek

Hamelin

Lien Robert

Lien Berrier

Morisservin

General Herschauer

Excusé M. Henry Beranger -

M. Mourin Président, donne lecture de la proposition de M. Jozet et plusieurs de ses collègues :

Il rappelle ensuite qu'une récente modification du règlement a porté à 36 ~~le~~ le nombre de membres des commissions de l'Algérie, des Colonies, de l'Air, des Mines ~~qui seront~~ ~~de plus~~ élues désormais par les groupes à une place par (1) bureau. (Comme le Communisme & l'impôt, le point, maintenant à 18 ans)

M. Schrammek - fait observer qu'^{si} la Chambre des députés élue de Communisme de 44 membres elle se doit être plus nombreuse que le Sénat

M. Lien Berrier - s'oppose à l'adoption de la proposition Jozet pour plusieurs raisons :

1° Les commissions nombreuses sont perçues où on fait le plus de travail.

2° en multipliant par 36 le nombre des commissions

on obtient un nombre de sièges de communion à pourvoir
deux fois considérable.

3^e: il faudrait pour 44 membres effectués des am-
plissements considérables de salles et des mobiliers.

M. Louis Bressant, met l'adoption de la proposition aux
voix; elle est approuvée à l'unanimité.

M. Louis Bressant est désigné comme rapporteur
à l'unanimité.

La séance est levée.

Le secrétaire

Le président

Ludwig Prehn

M. Bressant

Séance du Mercredi 13 Mars 1960

Présidence de M. Mounié
Présents M. M. Hamelin, Coty, Gros, Laroque,
Commanche, Stiehl, Hunkeler, Breton

M. Mounié fait connaître qu'il a convoqué la commission à la suite d'une réunion du Bureau du Sénat qui unanime dans son interprétation de l'application de la loi de 11 juillet 1938 et devant les mesures prises par le bureau de la Chambre en l'absence de toute disposition législative a demandé à la Commission du Sénat de se prononcer le plus tôt possible.

Il prie M. le Secrétaire Général de la Présidence qui assiste à la séance de donner connaissance de la correspondance échangée à ce sujet entre M. le Président du Sénat et M. le Président du Conseil.

Lecture est donnée de cette correspondance dont la conclusion formulée par M. le Président du Sénat est la suivante :

" Tant que les lois de 1928 et 1938 n'auront pas été modifiées, il n'est pas légitime faire aux parlementaires à raison de leur mandat un sort différent de celui des mobilisés de leur classe. Toute mesure administrative ou autre dont l'objet ou le résultat serait d'établir cette disparité ne peut par conséquent être approuvée !"
M. Mounié. Le Bureau a été unanime à approuver cette conclusion.

M. le Général Hunkeler. Je l'approuve également mais il me paraît regrettable qu'il y ait

deux solutions différentes: l'une pour le Sénat et l'autre pour la Chambre.

M. Lacombe Celle du Bureau du Sénat est la seule légale.

M. le Sénateur Stehl Nous avons eu à prendre pendant la guerre de 1914-1918 les graves inconvénients qu'il y avait à laisser les parlementaires partager leur temps entre le Parlement et les armées. Il faut qu'ils soient ou parlementaires ou militaires.

M. Coty La loi est formelle. Même si la Chambre avait ratifié les propositions de sa Commission du règlement qui à mon avis étaient contraires à la loi, le Sénat aurait pour devoir de rester, lui, dans la légalité.

Le même homme ne peut pas être un jour soumis à une discipline stricte à une obéissance passive à l'égard de ses supérieurs et le lendemain venir ^{dans les assemblées} prôner l'ordre qui lui a été donné.

En témoignant une grande sympathie à nos collègues mobilisés et en rendant hommage au sentiment qui les a guidés il faut leur dire: vous avez choisi d'aller aux armées, vous devez y rester.

Nous devons nous prononcer dans le même sens que le Bureau du Sénat.

La solution proposée par la Commission de la Chambre peut soulever de grands problèmes de conscience. A la veille d'une attaque un officier peut se demander où est son devoir. Doit-il solliciter une permission pour venir remplir ses fonctions de parlementaire? doit-il rester à son poste?

Pour toutes ces raisons j'appuie la résolution adoptée par le Bureau du Sénat.

M. Carroux appuie les observations de M. Côté M. Monnier. Je crois que sur ce point la Commission est unanime. Mais il faut traduire notre opinion par un texte. Voici celui que je propose.

" Les sénateurs mobilisés dans les conditions de l'article 33 de la loi du 11 juillet 1938, modifiée par le décret loi du 1^{er} septembre 1939, conservent le droit d'émettre un vote en assemblée générale à cet effet ils désignent par écrit au Président le Sénateur auquel ils confient le mandat toujours révocable, d'exercer pour eux ce droit.

Ils ne peuvent toutefois ni prendre part aux délibérations du Sénat, ni siéger dans les Commissions où ils sont suppléés pendant la durée de leur mobilisation par des sénateurs désignés par le groupe auquel ils appartiennent.

M. Hamelin. Peut-être serait-il bon de dire que conformément à l'art 9 de la loi de 1928 les militaires ayant une permission de plus de 30 jours pourront exercer leur mandat intégralement. La loi de 1928 donne à ces militaires le droit de prendre part aux élections municipales, législatives etc. Il n'y a pas de raison de refuser à nos collègues qui se trouvent dans ces conditions le droit de voter au Parlement.

La Commission adopte la proposition de M. Hamelin.

M. Monnier. On insérera une disposition après le troisième paragraphe indiquant que les permissionnaires de plus de trente jours pourront prendre part pendant leur permission

au travail du Parlement. (de l'introduction dans le règlement)
 M. Breton. Je suis l'adversaire du vote par
 procuration qui n'existe jusqu'ici dans
 aucun règlement. Je ne ~~pourrai~~ voterai pas
 contre le vote qui vous est proposé mais je
 m'abstiens.

Le vote proposé par M. Monnier est adopté
 à l'unanimité des votants (une abstention)
 Une disposition sera également ajoutée sus-
 pendant pendant les hostilités le vote public
 à la tribune.

M. Coty est désigné comme rapporteur

La séance est levée à 17 h. 30

Séance du vendredi 15 Mars 1940

Président M. Monnier

Présents M. M. Coty, Carcaud, Hamelin, André Breton

M. Coty, rapporteur, donne lecture de son rapport qui
 est adopté à l'unanimité, conformément à la précédente
 délibération.

La séance est levée à 15 heures.